



KPMG SA
12 rue Papiau de la Verrie
Les Parcs d'Orgemont II Bâtiment 1
49000 Angers

Association Centre Culturel de l'Ouest

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association Centre Culturel de l'Ouest
BP 24 49590 FONTEVRAUD

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
12 rue Papiau de la Verrie
Les Parcs d'Orgemont II Bâtiment 1
49000 Angers

Association Centre Culturel de l'Ouest

BP 24 49590 FONTEVRAUD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association Centre Culturel de l'Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Culturel de l'Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « Règles et méthodes générales » et « Changement de réglementation comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les reprises de subventions d'investissements.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement



s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers, le 6 juin 2026

KPMG SA



Dominique GRIGNON

Associé

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 910	3 910		
	Autres immobilisations incorporelles	40 828	2 281	38 547	38 547
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	1 214 894	770 444	444 449	262 936
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	825 509	825 373	136	40 068
	Autres immobilisations corporelles	1 085 538	1 056 259	29 279	69 628
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				115 800
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 622		1 622	1 622
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	3 000		3 000	3 000
	TOTAL (II)	3 175 301	2 658 268	517 034	531 601
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 634		16 634	13 200
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	33 542		33 542	229 223
	Charges constatées d'avance	11 449		11 449	880
	Valeurs mobilières de placement	210 863		210 863	410 863
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	398 282		398 282	493 473
	TOTAL (III)	670 771		670 771	1 147 639
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		3 846 072	2 658 268	1 187 804	1 679 241

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

3 000

3 000

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		Règlement ANC 2022-06	
		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	286 459	286 459
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	421 482	421 482
	Autres		
	Report à nouveau	361 187	203 430
	Excédent ou déficit de l'exercice	(404 636)	157 756
	Total des fonds propres (situation nette)	664 492	1 069 128
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	244 665	356 172
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	244 665	356 172
	Total des fonds propres	909 157	1 425 300
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		1 833
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		1 833
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	8 252	31 017
	Total des provisions	8 252	31 017
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	201 291	150 221
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	69 105	70 869
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	270 396	221 090
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	1 187 804	1 679 241
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(404 636,44)	157 756,42
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	270 396	221 090
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 015	485
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	51 273	62 470
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 136 507	1 712 700
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	2 273	50
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		69 293
	Utilisations des fonds dédiés	1 833	32 861
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	250	
	Autres produits	2 013	6
Total des produits d'exploitation		1 195 164	1 877 866
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	971 168	1 244 521
	Aides financières	8 928	
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 290	4 842
	Salaires	296 715	309 081
	Cotisations sociales	114 268	117 081
	Dotation aux amortissements et dépréciations	176 279	194 117
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	57 185	64 318
Total des charges d'exploitation		1 629 833	1 933 960
RESULTAT D'EXPLOITATION		(434 669)	(56 094)

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		(434 669)	(56 094)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 146	1 745
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie	6 122	9 290
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		7 268	11 035
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		7 268	11 035
RESULTAT COURANT avant impôts		(427 401)	(45 059)
	Produits exceptionnels	22 765	203 116
	Charges exceptionnelles		301
RESULTAT EXCEPTIONNEL		22 765	202 816
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 225 196	2 092 017
TOTAL DES CHARGES		1 629 833	1 934 261
EXCEDENT ou DEFICIT		(404 636)	157 756
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social :

L'Association Fontevraud-Centre culturel de l'Ouest a pour objet de :

- concevoir et mettre en œuvre le projet culturel et artistique de l'Abbaye royale de Fontevraud dans l'ensemble de ses composantes et, plus particulièrement, la valorisation patrimoniale, la création et la diffusion culturelle et artistique.
- de façon générale, l'Association est admise à effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou pouvant en favoriser la réalisation.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association Fontevraud Centre culturel de l'Ouest, a été créée en 1975 et exerce ses activités sur le site de l'Abbaye Royale de Fontevraud. Le CCO a pour mission exclusive de développer et mettre en œuvre un projet culturel et artistique ambitieux pour l'Abbaye royale de Fontevraud.

En 2026, une nouvelle gouvernance pour l'Abbaye royale de Fontevraud:

Le projet de développement du site ainsi que les rapports de la Chambre régionale des comptes ont conduit l'État et la Région à travailler ensemble à la construction d'une gouvernance du site renouvelée et simplifiée pour répondre aux enjeux de l'un des joyaux de notre patrimoine national.

L'Abbaye royale de Fontevraud, propriété de l'État, fait l'objet actuellement d'une convention de gestion avec la Région sur la partie historiquement accessible au public ainsi que de trois autorisations d'occupation avec droits réels sur les parties du domaine affectées à l'hôtellerie restauration, au pôle énergétique et au Musée d'Art Moderne.

Jusqu'à fin 2025, tandis que la définition de la programmation culturelle de l'Abbaye est portée par l'association le Centre Culturel de l'Ouest (CCO) associant l'État et la Région, son exploitation a été confiée par la Région à la Société Publique Régionale de l'Abbaye de Fontevraud (SOPRAF), Société Publique Locale (SPL) dont la Région est principal actionnaire, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

La SOPRAF assure par ailleurs dans le cadre de ce contrat de délégation de service public, la programmation culturelle et l'exploitation du Musée d'Art moderne et la SAS Fontevraud Resort, l'exploitation de l'hôtellerie restauration au titre d'une autorisation d'occupation temporaire.

La gestion unifiée du site par les 3 structures présentes (SOPRAF, CCO et SAS Fontevraud Resort) nécessite une collaboration et coordination continue et implique une complexité au

Règles et Méthodes Comptables

quotidien malgré des fonctions supports mutualisées au sein d'un GIE et une direction commune de la SOPRAF et du CCO.

À partir de 2026, la nouvelle gouvernance de Fontevraud est simplifiée et optimisée :

- un portage et une gouvernance unifiés au sein d'une structure unique : la SOPRAF associant la Région et l'État qui a en charge, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public, la programmation culturelle de l'Abbaye et du musée d'Art moderne ainsi que leur exploitation ;
- le maintien du CCO pour poursuivre la mission culturelle dans le cadre du label de Centre Culturel de Rencontre (CCR) ;
- La dissolution du GIE évitant ainsi un mécanisme de refacturation complexe sur les fonctions supports.

Par ailleurs, l'exploitation et le portage des investissements de l'hôtellerie restauration sont pilotés par un exploitant, aujourd'hui la SAS Fontevraud Resort.

Cette nouvelle gouvernance a nécessité la rédaction d'une convention de successeur entre le CCO et la SOPRAF, permettant :

- Le transfert à la SOPRAF des droits et obligations antérieurement assumés par CCO dans le cadre de conventions, partenariats et engagements en cours,
- Le rachat par la SOPRAF des actifs acquis par le CCO à l'exception des œuvres d'art qui sont mises à disposition de la SOPRAF dans le cadre de la convention actuelle,
- Le transfert automatique du personnel,
- La sécurisation juridique et financière du processus de restructuration.

Fait caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à la clôture :

- Naissance d'une nouvelle cloche " Julie " qui sonne un Sol ;
- Création d'une nouvelle œuvre pour 100 voix d'enfants par Alexandra Grimal, dans le cadre de la nouvelle résidence Voix d'hiver, avec les 3 principales maîtrises de la Région des Pays de la Loire ;
- L'exposition événement autour de l'œuvre de Jean Touret dans le chœur de l'Abbatiale « Prophètes » ;

Règles et Méthodes Comptables

Règles et méthodes générales :

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers dont le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 187 804** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 225 196** euros et un total **charges** de **1 629 833** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-404 636** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de réglementation comptable :

Les dispositions du règlement ANC précité sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du **01/01/2025** au **31/12/2025**.

Ce changement de réglementation se traduit par :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- la suppression de la technique de transfert de charges,
- la modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature,
- de nouveaux modèles d'états financiers.

Au cours de l'exercice, le plan comptable de l'association a été modifié afin de refléter les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de gestion avec la nouvelle définition du résultat exceptionnel et la suppression des comptes de transferts de charges.

Règles et Méthodes Comptables

Les modifications suivantes ont notamment été apportées (à adapter si nécessaire) :

Anciens comptes	Nouveaux comptes	Montants comptabilisés
6712.. Pénalités, amendes fiscales et pénales	6582.. Pénalités, amendes fiscales et pénales	
675... Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	652... Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	
775... Produits de cession d'éléments d'actif	757... Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	250.00 €
777... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	747... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	156 507.00 €
791... Transferts de charges d'exploitation (remboursements de formations)	649... Remboursements de formations	
791... Transferts de charges d'exploitation (avantages en nature)	6419... Avantages en nature	
791... Transferts de charges d'exploitation (remboursements d'assurances)	7587.. Indemnités d'assurance	

Les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement. Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles »
- Reclassements entre des lignes du bilan ou du compte de résultat. Par exemple :
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, les immobilisations en cours sont désormais regroupées avec les avances et acomptes, aussi bien pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles que corporelles ;
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, la ligne « Charges constatées d'avance » est désormais parmi les éléments constituant la rubrique des « Créances ».
- Reclassements liés à la suppression de la technique des transferts de charges en application de la disposition spécifique prévue par le règlement sur ce sujet. Ainsi, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 seront présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », rattaché au résultat d'exploitation.

Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 1 à 10 ans
- * Matériel de transport : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 4 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 4 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité pour l'association. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Règles et Méthodes Comptables

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,15 %
- Taux de croissance des salaires : 2,5 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans – Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2020–2022)

Une provision a été constatée dans les comptes annuels au 31 décembre 2025 à hauteur de 8 252 € au titre des indemnités de fin carrière. Elle est comptabilisée dans le compte 157200.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	100 164			55 426		44 738
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	100 164			55 426		44 738
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 236 528		276 640	298 274		1 214 894
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 040 831		9 800	225 122		825 509
	Instal., agencement, aménagement divers	631 805			59 676		572 129
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	649 527			133 789	2 329	513 409
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	115 800			115 800		
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 674 491		286 440	832 660	2 329	3 125 941
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	1 622					1 622
	Prêts et autres immobilisations financières	3 000					3 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 622					4 622
TOTAL		3 779 277		286 440	888 087	2 329	3 175 301

Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			61 617		55 426	6 191
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			61 617		55 426	6 191
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement			973 592	95 127	298 274	770 444
	Instal technique, matériel outillage industriels			1 000 763	49 732	225 122	825 373
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			568 121	37 068	59 676	545 513
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier			643 583	3 280	136 118	510 746
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			3 186 059	185 207	719 189	2 652 077	
TOTAL				3 247 676	185 207	774 615	2 658 268

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	31 017		22 765	8 252
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31 017		22 765	8 252
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	31 017		22 765	8 252
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				22 765	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	3 000	3 000	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	16 634	16 634	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	4	4	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 078	4 078	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	29 461	29 461	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	11 449	11 449	
TOTAL DES CREANCES		64 626	64 626	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	201 291	201 291		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	34 904	34 904		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 606	33 606		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	594	594		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		270 396	270 396		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	286 459				286 459
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	421 482				421 482
Autres réserves					
Report à nouveau	203 430	157 756			361 187
Excédent ou déficit de l'exercice	157 756	(157 756)		404 636	(404 636)
Situation nette	1 069 128			404 636	664 492
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	356 172		45 000	156 507	244 665
Provisions réglementées					
TOTAL	1 425 300		45 000	561 144	909 157

Variation des Fonds Propres

Fds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution ou consommation		Fds propres clôture 31/12/2025
Montant	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant

Règlement ANC 2022-06

Fonds propres sans droit de reprise	286 459						286 459
Fonds propres avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation							
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves pour projet de l'entité	421 482						421 482
Autres réserves							
Report à nouveau	203 430	157 756					361 187
Excédent ou déficit de l'exercice	157 756	(157 756)			404 636		(404 636)
Situation nette	1 069 128				404 636		664 492
Dotations consommables							
Subventions d'investissement	356 172		45 000		156 507		244 665
Provisions réglementées							
TOTAL	1 425 300		45 000		561 144		909 157

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		11 449	11 449
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			11 449

Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation						889 000
Subventions d'investissement						156 507
TOTAL						1 045 507

Répartition des effectifs par catégorie

		31/12/2025	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers			
	Employés, techniciens, agents de maîtrise		5	
	Cadres et ingénieurs		2	
	Autres catégories			
	TOTAL		7	

Le calcul de l'effectif moyen des salariés (ETP) 2025 (7) et 2024 (7) correspond à la moyenne annuelle de l'effectif total CDD+CDI.